



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

Service vétérinaire-santé et protection animales-environnement

Affaire suivie par : Sébastien LAVENANT

Contact : 02.54.90.97.90

ddetspp-spae@loir-et-cher.gouv.fr

Ref : DDETSPP41 2022 02069

Objet : Réexamen IED – Saint Michel Contres

Blois, le 09 août 2022

à

PRÉFECTURE DE LOIR ET CHER
SIAPP

Pôle environnement et transition énergétique
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 40299
41006 BLOIS CÉDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. Contexte réglementaire

La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles est issue de la fusion de sept directives dont la directive IPPC – directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Suite à la publication au journal officiel de l'union européenne (JOUE), un délai de 4 ans est accordé aux exploitants pour se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles MTD. Les articles R. 515-70 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de réexamen de ces établissements et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'établissement **Saint Michel Contres** situé au **2, boulevard de l'industrie à Contres** sur la commune **LE CONTROIS-EN-SOLOGNE** est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a proposé à monsieur le préfet du **Loir-et-cher**, par courrier en date du **03 novembre 2016**, d'appliquer à son établissement comme rubrique principale la **rubrique 3642-3 « Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires »**. Celle-ci a été actée par l'arrêté préfectoral n°2011039-0016 en date du **08 février 2011**, complété par l'arrêté préfectoral n° 41-2017-06-22-005 en date du **22 juin 2017**.

Les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles du document BREF intitulé **FDM« food, Drink and Milk »**.

La décision d'exécution **(UE) 2019/2031** de la commission du **12 novembre 2019** établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive **2010/75/UE** du Parlement européen et du Conseil associées à la rubrique **3642** a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site **Saint Michel Contres** sur la commune **LE CONTROIS-EN-SOLOGNE** et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement. Ce dossier de réexamen a été transmis à la préfecture le **27 janvier 2021**.

L'arrêté ministériel du **27 février 2020** relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, 3710 (*pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement reprend la majorité des conclusions des MTD du BREF FDM les rendant ainsi opposables aux sites concernés par le BREF FDM.

2. Activité, procédés et périmètre IED

La société **Saint Michel Contres** a été autorisée par l'**arrêté préfectoral n°2011039-0016** en date du **08 février 2011**, complété par l'**arrêté préfectoral n° 41-2017-06-22-005** en date du **22 juin 2017**, à poursuivre l'exploitation de ses unités de production de pâtisserie industrielle situées au **2, boulevard de l'industrie à Contres sur la commune LE CONTROIS-EN-SOLOGNE**

L'activité principale de la société est la fabrication et le conditionnement de pâtisseries industrielles. Les procédés utilisés sont les suivants :

• Réception et stockage des matières premières :

- Livraison en camion (*semi-remorque, citerne*),
- Contrôle visuel de la marchandise (*les contenants et les palettes*),
- Contrôle des documents de transport,
- Vérification de la concordance entre le bon de livraison et le bon de commande,
- Déchargement ou dépotage de la marchandise,
- Vérification de la conformité du produit par le service qualité,
- Stockage de la matière première : en silo, en cuve, en sac, en carton, en bidon ou en vrac tout en respectant la spécificité du produit (*frais, surgelé, pulvérulent, arômes, ...*).

• Principales étapes de production :

- Approvisionnement des matières premières dans les pétrins : manuel et automatique,
- Pompage et déversement de la pâte dans des trémies d'alimentation afin d'être injectées dans les moules des lignes de fabrication,
- Cuisson à plus de 200 °C adaptée à chaque type de pâtisserie,
- Phase de refroidissement : air ambiant ou air frais en fonction du type de pâtisserie,
- Démoulage une fois la pâtisserie refroidie.

• Conditionnement et stockage des produits finis :

- Emballage automatisé et adapté au type de pâtisserie (*emballage individuel, en vrac ou en barquette avant la mise en paquet*),
- Stockage des paquets dans des cartons réunis sur des palettes destinés à la livraison ou à la zone d'entreposage des produits finis.

2.1 Rubriques de la nomenclature ICPE

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-06-22-005 en date du 22/06/2017 prend acte que l'établissement Saint Michel Contres relève de la rubrique principale :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	SITUATION ACTUELLE	CLASSEMENT
3642-3	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires :</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) Supérieure à 75 t avec une proportion de matière animale supérieure à 10 % dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</p>	48 420 tonnes par an soit 134,5 t/j	Autorisation

L'établissement relève également des rubriques secondaires suivantes :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	SITUATION ACTUELLE	CLASSEMENT
1510	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</p>	Superficie de 10 000 m ² Hauteur 12,5 m Volume : 125 000m³	Enregistrement
1185	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC).</p>	<p>1 Copleand – 9 kg R449A – 2,9 kW 1 Profroid – 20,7 kg R407F – 10,5 kW 1 Profroid – 20,7 kg R407F – 10,5 kW 1 HK – 105 kg R407F – 38 kW 1 Carrier 1 – 67 kg + 62 kg R134A – 270 kW 1 Carrier 2 – 67 kg + 62 kg R134A – 270 kW 1 Carrier 3 – 67 kg + 62 kg R134A – 270 kW 1 Carrier 4 – 69 kg + 76 kg R134A – 260 kW 1 Carrier 5 – 67 kg + 62 kg R134A – 270 kW</p> <p>Quantité cumulée : 810,7 kg</p>	Déclaration soumise à contrôle périodique
1530	<p>Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 20 000 m³</p>	3 000 m ³	Déclaration

2910	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudières : 1,2 MW Fours : 9 MW</p> <p>Puissance thermique nominale : 10,2 MW</p>	Déclaration soumise à contrôle périodique
2925	<p>Ateliers de charges d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	84 kW	Déclaration

2.2 Périmètre IED dont activités connexes

Le périmètre IED de l'établissement comporte les installations suivantes :

- La chaudière générant de la vapeur utilisée dans le process pour le nettoyage des plaques,
- Les zones de stockage des déchets,
- La station d'épuration des effluents générés par le process,
- L'atelier de maintenance pour l'entretien des installations,
- La centrale de production d'air comprimé,
- Les installations frigorifiques qui servent à la production de froid pour : la climatisation des ateliers, les tunnels froids des chaînes de production et les chambres froides.

2.3 BREF principal et BREF secondaires - MTD concernées

Le BREF associé à la rubrique principale est le BREF FDM (*Food, Drink and Milk*) -Industries agroalimentaires et laitières.

Ainsi les conclusions des MTD – Meilleures Techniques Applicables – du BREF FDM (*Bref principal*) s'appliquent à l'établissement.

L'analyse de la conformité est faite par rapport aux MTD :

- du BREF FDM

Les meilleures techniques disponibles applicables au site sont les MTD génériques applicables à tout dossier concerné par le réexamen (*MTD 1 à 15*) ; le secteur de la pâtisserie industrielle n'étant pas visé par un chapitre sectoriel ciblé dans les conclusions du BREF.

3. Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation

A l'issue de l'analyse des MTD applicables au site, l'exploitation de la Société **Saint Michel Contres** ne demande aucune dérogation à ces MTD.

L'exploitation du site est conforme à l'ensemble des MTD analysées (MTD 1 à 15).

Par ailleurs, l'exploitant n'a rencontré aucune des trois situations suivantes établies à l'article R. 515-70 III du Code de l'Environnement :

- une pollution causée telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission ou VLE (exemples : *identification d'une nouvelle pollution d'un écosystème sensible, d'une masse d'eau souterraine, etc.*) ;
- un problème de sécurité d'exploitation requérant le recours à d'autres techniques (exemples : *débordements récurrents des bassins d'orage, évolution d'une zone ATEX qui nécessite de modifier les installations, etc.*) ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale (NQE), nouvelle ou révisée pour laquelle l'installation est susceptible d'avoir des incidences sur l'atteinte des objectifs de la NQE (exemple : *parution ou révision en cours d'un plan de protection de l'atmosphère d'un SRCAE9 ou nouveau classement d'une masse d'eau sur laquelle l'établissement est susceptible d'avoir un impact significatif, etc.*).

Dans ce contexte, l'exploitant de la société **Saint Michel Contres** ne juge pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté d'autorisation d'exploiter vis-à-vis des impacts sur son environnement et des enjeux locaux, au regard du III de l'article R. 515-70.

4. Comparaison du fonctionnement des installations par rapport aux MTD définies dans les conclusions sur les MTD et BREF applicables

Le positionnement du site par rapport aux MTD qui lui sont applicables est synthétisé dans le tableau suivant.

n° de la MTD	Intitulé de la MTD	MTD mise en œuvre	MTD partiellement mise en œuvre	NEA-MTD ou NPEA-MTD du BREF FDM VLE AMPG 27/02/20	Niveau actuel des émissions	Engagement de l'exploitant sur valeurs respectant le délai de conformité
1	Système management environnemental		Oui	Pas de VLE/ NEA-MTD		Consolidation à échéance du 04/12/2023
2	Inventaire des consommations et émissions	Oui (MTD 2-III et IV)	Oui (MTD 2-I, II, V et VI)	VLE/ NEA-MTD	Conforme	Consolidation à échéance du 04/12/2023
3	Suivi paramètres clés du process pour flux eaux usées	Oui		VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
4	Surveillance des émissions dans l'eau	Oui		VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
5	Surveillance des émissions dans l'air					Non concerné
6	Amélioration de l'efficacité énergétique	Oui (MTD 6-b)	Oui (MTD 6-a)	Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Consolidation à échéance du 04/12/2023
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place

8	Substances dangereuses- choix et utilisation des produits	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
9	Substances dangereuses- fluides frigorigènes		Oui	Pas de VLE/ NEA-MTD		Consolidation à échéance du 04/12/2023
10	Utilisation efficace des ressources	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
11	Prévention des émissions accidentelles dans l'eau		Oui	Pas de VLE/ NEA-MTD		Consolidation à échéance du 04/12/2023
12	Réduction des émissions dans l'eau	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
13	Plan de gestion des émissions sonores	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
14	Réduction des émissions sonores	Oui		Pas de VLE/ NEA-MTD	Conforme	Maintien des dispositifs en place
15	Plan de gestion des odeurs					Non applicable

Les MTD non applicables au site sont :

- **MTD 5 du BREF FDM** : surveillance des rejets dans l'air,
(Pas d'activité de séchage de fourrage vert, ni d'extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie sur le site.)
- **MTD 15 du BREF FDM** : plan de gestion des odeurs.
(L'ensemble des opérations de fabrication sont réalisées dans les bâtiments de l'usine.)
Aucune plainte ou demandes des parties intéressée n'a été recensée par ST MICHEL sur cette problématique

5. Analyse du rapport de base

L'article L. 515-30 du code de l'environnement prévoit que les exploitants doivent en même temps qu'un dossier de réexamen déposer un rapport de base. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site lors de la mise à l'arrêt définitif. L'exploitant devra laisser le site dans un état comparable à celui décrit dans le rapport de base.

Ce rapport de base est obligatoire lorsque l'exploitant utilise des substances ou mélanges dangereux (au titre du règlement CLP) et qu'il existe un risque de pollutions des sols et des eaux souterraines sur le site d'exploitation. Si l'une ou l'autre des 2 conditions n'est pas remplie, un exploitant peut déposer un justificatif de non remise de rapport de base. Dans ce cas, l'inspection des installations classées considérera lors de la cessation d'activité du site que le site était exempt de pollution à l'origine, que c'est l'exploitant qui est à l'origine de l'éventuelle pollution du site et qu'il doit donc dépolluer en conséquence.

Un mémoire justificatif de non-nécessité d'élaboration d'un rapport de base (*directive IED*) a été adressé à l'inspection des installations classées le **27 janvier 2021**. L'exploitant l'a notifié dans son dossier de réexamen.

6. Demande de dérogation

Considérant que toutes les conclusions MTD du BREF FDM pouvaient s'appliquer sans difficulté à son établissement, la société **Saint Michel Contres** n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

7. Proposition de l'inspection des installations classées

Au regard de cette instruction et en raison de l'engagement de l'exploitant à se conformer sans aménagements aux prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de notifier par courrier à l'exploitant du site **Saint Michel Contres**, l'application de cet arrêté conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement. Cet AMPG s'applique sans préjudice des dispositions de l'arrêté préfectoral applicable au site.

L'inspecteur de l'environnement



Sébastien LAVENANT

Pour la Directrice départementale de la DDETSPP
L'adjoint au chef du Service Santé
et Protection Animales - Environnement



Yanick DURAND

